**COMMUNE DE VALEZAN
COMPTE - RENDU DE REUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL
JEUDI 15 JANVIER 2015**

L'an deux mil quinze et le quinze du mois de janvier à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Véronique GENSAC, Maire,

Présents: GONTHIER Pierre, PELLICIER Guy, HANRARD Bernard, BROCHE Gaël BUTHOD Jeff, BERTRAND Chantal, USANNAZ Bernard,
Excusés : PIROLLET Gilbert, (démission), CLEYRAT Christian, MORIN Sébastien

Secrétaire : GONTHIER Pierre

I - URBANISME :

▪ **PA (Permis d'aménager) :**

⇒ **LES VERSANTS D'AIME :** Extension de la déchetterie (passage de 6 quais à 12 quais)

▪ **PC (Permis de construire) :**

⇒ **Mme BOUILLIC Soraya & Mr SORIANO David :** aménagement bâtiment existant pour maison secondaire

Tous les dossiers sont en attente de la validation par arrêté de la DDT d'Albertville.

II - DELIBERATIONS :

01 - Tarif location salles communales:

Madame La Maire expose au Conseil Municipal :

Sur proposition de Madame Le Maire, le Conseil Municipal décide de maintenir les prix de la location de la salle des fêtes et de la salle polyvalente pour l'année 2015.

Après délibération, le conseil municipal décide d'appliquer les tarifs suivants :

SALLE DES FETES :

ETE		HIVER	
Journée :	95.00 €	Journée :	130.00 € (Chauffage)
Réunion :	50.00 €	Journée :	70.00 € (Chauffage)

SALLE POLYVALENTE :

ETE		HIVER	
Journée :	62.00 €	Journée :	80.00 € (Chauffage)
Réunion :	32.00 €	Journée :	42.00 € (Chauffage)

CUISINE :

32.00 € (Casse en plus)

SONO : 32.00 €

02- Tarif location appartements mairie:

Madame la Maire informe le conseil municipal que les 3 logements communaux situés, dans le bâtiment de la nouvelle mairie seront livrables fin février.

Considérant qu'il résulte des dispositions combinées des articles L 2121-29 et L 2122-21 du code des collectivités territoriales et que le Maire ne peut conclure aucun bail sans que le montant de la location n'ait été préalablement fixé par délibération du Conseil municipal,

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DÉCIDE :

⇒ de louer les logements suivants, au prix mensuel de :

- Studio (32.8 m²) : 250 €/mois
- Appartement T3 (61.20 m²) : 500 €/mois
- Appartement T4 (71.20 m²) : 650 €/mois

avec un mois de caution à la signature du bail.

Le loyer sera payable mensuellement et d'avance le premier de chaque mois à la Trésorerie de Aime

⇒ de consentir un bail le 1^{er} mars 2015

03- Tarif chauffage appartement école :

Madame la Maire propose à l'assemblée délibérante d'adopter définitivement le principe de calcul suivant pour établir la facture de chauffage au fuel des appartements de l'école.

Montant TTC de la facture de l'année en cours x surface de l'appartement en m²
Surface totale du bâtiment de l'école

Après délibération, le conseil municipal :

- décide donc d'appliquer le mode de calcul ci-dessus pour les prochaines années
- d'établir les factures

04 - Investissement avant l'adoption du budget – Autorisation donnée au Maire pour engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du Code général des Collectivités Territoriales :

Article L 1612-1 modifié par ordonnance n°2009-1400 du 17 novembre 2009 – art.3 : « Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement, les recettes, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement du capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars ou jusqu'à la date mentionnée au premier alinéa de l'article L 4311-1-1 pour les régions, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, ou jusqu'au terme de la procédure par l'article L.4311-1-1 pour les régions, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvre les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Le montant autorisé ne doit pas dépasser 25 % du montant des dépenses d'investissement 2014 (hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts »)

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

Budget communal

Article	BP 2013	25 %
202	10 000.00	2 500.00
231	900 000.00	225000.00

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré :

- Décide à l'unanimité d'accepter les propositions de Madame le Maire dans les conditions exposées ci-dessus.

05 – Demande d'aide à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse pour la réalisation du descriptif technique détaillé des réseaux d'eau potable sur le budget de l'eau

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que :

- la réglementation invite les autorités organisatrices des services d'eau à une gestion patrimoniale des réseaux, en vue notamment de limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution ;
- cette réglementation oblige d'une part, à réaliser et mettre à jour annuellement un descriptif détaillé des réseaux et d'autre part, à établir un plan d'actions comprenant s'il y a lieu un programme pluriannuel de travaux d'amélioration du réseau lorsque les pertes d'eau dans les réseaux de distribution dépassent des seuils fixés ;
- des pénalités financières sont prévues en cas de non-respect de ces obligations ;

- cette opération peut être réalisée pour la commune de Valezan, pour un montant de 6 500 € HT soit 7 800 € TTC.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité et après en avoir délibéré :

- **approuve** ce projet,
- **décide** d'inscrire cette dépense au budget communal,
- **sollicite** l'aide l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse,
- **sollicite** l'autorisation de démarrer l'opération par anticipation sans perdre le bénéfice d'une éventuelle subvention.

III – DIVERS :

Indemnité Trésorière : comme chaque année la Trésorière nous adresse son indemnité de conseil. Pour l'année 2014 le montant s'élève à 316.72 € net, cette indemnité est partagée avec ses collaborateurs.

Dossiers en cours : les travaux de la mairie continuent en ce qui concerne les appartements et les petites retouches pour la mairie.

Enquête mutualisation : La communauté de commune « Les Versants d'Aime » nous a adressé un questionnaire concernant une démarche cantonale de mutualisation de nos besoins et services à l'échelle cantonale.

Prochain conseil le mercredi 11 février 2015 à 20 heures.

Madame Le Maire,
V. GENSAC

Le secrétaire,
P.GONTHIER